

Pour une gestion sociale, moderne, démocratique

CONTRAT COMMUNAL

proposé par le Parti Communiste Français

Dans chaque commune de France, les citoyennes et les citoyens vont élire leurs conseillers municipaux. Ces élections revê-

tent une grande importance pour la vie de chacune et de chacun de vous, pour l'évolution politique de notre pays.

■ Mettre les communes à l'heure de notre temps

L'essor des sciences et des techniques est une caractéristique de notre temps.

La grande majorité des Français se concentre dans des villes, voire dans d'immenses agglomérations comme la région parisienne.

Ces transformations posent des problèmes sans précédent à la campagne comme à la ville.

Pour mieux les résoudre les communes doivent prendre toute leur place dans la société : participer collectivement aux opérations d'urbanisme,

contribuer à l'équilibre entre l'emploi et le logement social, concourir plus efficacement à la satisfaction des besoins des hommes.

Mais les puissances d'argent, qui contrôlent l'économie et dominent l'Etat, veulent utiliser les communes pour satisfaire leurs appétits sans frein et pour accroître leurs profits. Leurs représentants, U.D.R., Indépendants, centristes et autres « réformateurs », cherchent à faire main basse sur les villes et les villages.

Il faut les mettre en échec.

Il faut prendre une route nouvelle.

Il faut mettre les communes à l'heure de notre temps. La France a besoin d'idées audacieuses et réalistes, d'une conception neuve de la vie économique, politique, sociale et culturelle.

Les communistes vous proposent un contrat communal pour des solutions sociales, modernes et démocratiques.

Nous vous demandons d'en débattre avec nous.

Nous ne le réaliserons qu'avec vous.

■ Une gestion sociale au service de la population

La commune a pour vocation de servir ses habitants, de défendre les intérêts de l'ensemble de la population.

Logement, enseignement, sport, santé, cadre de vie, culture : les hommes et les femmes ne vivent pas que dans l'exercice de leur métier ; ils ont besoin, pour eux et leur famille, de se détendre et de se recréer, d'enrichir et d'embellir leur existence.

Mais la vie n'est pas ainsi faite dans la France d'aujourd'hui. C'est un devoir pour la commune de défendre toutes les victimes d'une politique qui frappe directement les ouvriers et les employés, atteint les intellectuels dans leurs conditions de vie et dans leurs droits, maintient la ségrégation scolaire, hypothèque l'avenir de la jeunesse, aggrave la condition féminine, en même temps qu'elle menace jusque dans leur existence les artisans, petits commerçants et paysans travailleurs.

La commune doit soutenir les travailleurs, favoriser la création d'emplois, défendre les usagers des transports, promouvoir une politique de logement social, œuvrer pour une enfance heureuse, aider les plus déshérités : personnes âgées, handicapés, femmes seules, chômeurs, immigrés.

Telle est la politique des élus communistes ; malgré les difficultés, grâce au soutien de la population, ils parviennent à des réalisations sociales appréciées.

La commune est la division territoriale la plus proche du citoyen. C'est à son niveau et au niveau des quartiers qui la composent que de nombreux besoins peuvent être, avec la participation des intéressés, le mieux ressentis, définis et satisfaits.

Nous voulons que la ville devienne un lieu d'échanges vivants entre les quartiers.

Le quartier doit offrir un cadre de vie humain avec ses écoles, ses commerces, son centre socio-culturel, sa crèche et ses terrains de jeux.

Les habitants cesseront ainsi d'être perdus dans la ville ou dans la cité pour retrouver le contact, exprimer ensemble leurs besoins et défendre ensemble leurs intérêts.

A la campagne, la médiocrité des ressources communales prive les populations rurales des équipements modernes et du confort nécessaire. Le regroupement autoritaire des communes ne résout rien. Par contre, les fusions peuvent être bénéfiques, à condition d'être décidées volontairement par les conseils municipaux et la population.

Il est urgent que dans les régions rurales des solutions nouvelles, dignes de notre temps, soient apportées aux questions de l'emploi, de l'habitat, de l'aménagement, de l'enseignement, de la santé, du sport et de la culture.

Une gestion moderne et efficace

La solution des grands problèmes de la France dépend naturellement de l'action de l'Etat. Elle exige un plan démocratique de développement économique et social.

Mais l'Etat français est excessivement centralisé. Malgré les promesses démagogiques, il intervient de plus en plus dans les affaires des communes et les contrôle étroitement.

A notre époque, la solution de chaque problème exige le concours des usagers et des spécialistes les plus divers.

Il faut décentraliser les pouvoirs.

Il faut en même temps coordonner les activités économiques, sociales et

politiques au niveau de la nation, de la région, du département et de la commune.

Décentralisation et coordination permettront, avec le concours d'un personnel qualifié, et grâce aux techniques actuelles, d'adapter les services communaux aux tâches et au rythme de la vie d'une nation moderne.

Moderniser l'administration communale, c'est aussi favoriser et développer la coopération intercommunale.

Les communes doivent pouvoir s'associer démocratiquement pour élaborer ensemble leurs plans d'avenir et réaliser des équipements fonctionnels dans les conditions financières les plus avantageuses.

En coopérant, les communes peuvent organiser plus rationnellement

la vie collective, favoriser la création d'emplois proches des lieux d'habitation, obtenir plus facilement l'amélioration des transports, établir la carte scolaire la plus favorable à la jeunesse, rapprocher des habitants les différents services, utiliser à plein les installations sportives et les équipements culturels.

C'est cette coopération qui permettra d'assurer de façon démocratique l'évolution nécessaire des structures communales.

Quant à Paris, il continue à subir un régime d'exception : un préfet tout-puissant, pas de maire, un conseil sans pouvoirs réels ; la population de la capitale est traitée en mineure.

Il faut à Paris un statut démocratique ; la capitale doit obtenir les mêmes droits que nous réclamons pour les autres communes.

Des moyens financiers indispensables

Une commune sans argent est comme un corps sans oxygène : elle s'asphyxie.

Victimes d'un système fiscal injuste et inadapté, les communes ploient sous des charges écrasantes, voient réduire leurs subventions et restreindre leurs possibilités d'emprunter. Cependant, les collectivités locales assurent les deux tiers du coût des équipements collectifs. Et le VI^e Plan, élaboré par le gouvernement, prévoit d'aggraver encore l'inégale répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les communes.

Le montant des impôts devient insupportable pour les familles à revenus modestes. Dans l'immédiat, le calcul de la contribution mobilière devrait tenir compte des ressources des habitants ; celui de la patente devrait être démocratisé.

Mais surtout, la France a un besoin urgent d'une réforme démocratique des finances locales. C'est ainsi que le système des subventions d'Etat place les décisions des conseils municipaux sous la dépendance du pouvoir central : peut-on parler dans ces conditions d'autonomie communale ?

La solution moderne et démocratique consiste à donner aux communes les moyens financiers nécessaires pour répondre pleinement aux besoins de leurs habitants.

Dans le cadre de la législation actuelle, nous agirons pour que les communes obtiennent davantage de crédits et d'emprunts.

Pour l'avenir, nous voulons qu'un pourcentage suffisant du revenu national soit réservé à l'ensemble des communes et qu'il soit réparti entre

elles selon leurs besoins, par des méthodes démocratiques. A charge pour elles d'utiliser au mieux cet argent.

Il est nécessaire que les communes puissent réaliser des emprunts dans de bonnes conditions. Celles dont l'expansion rapide exige de gros investissements doivent bénéficier de mesures spéciales dans le contexte d'une programmation régionale.

Il faut mettre fin à l'accaparement des terrains par les banques. Les communes doivent pouvoir se réserver tous ceux qui sont indispensables à l'implantation de zones d'emploi, aux équipements publics, au logement. Il est bien entendu que les intérêts légitimes des habitants concernés par ces opérations seront scrupuleusement sauvegardés.

Ces diverses mesures procureront aux communes les moyens nécessaires à une gestion mise au service de la population.

Une gestion démocratique

Les citoyens entendent aujourd'hui participer à la direction des affaires qui commandent leur destin.

Cette exigence est juste.

Nous, communistes, voulons lui donner vie.

Dans les affaires de la commune, comme dans celles du département, de la région et de la nation, nous voulons que la démocratie, s'appuyant sur des assemblées élues au suffrage universel et au scrutin proportionnel, fasse de chaque Français un citoyen à part entière.

Nous disons que les pouvoirs des conseils municipaux doivent être étendus et que les élus, en nombre suffisant, doivent disposer des moyens de remplir leur mandat.

Dans les municipalités qu'ils dirigent, et dans celles auxquelles ils participent, les élus communistes veulent associer plus encore la population à la gestion des affaires communales.

Ils s'efforcent, avec les modestes moyens municipaux, de garantir à tous le droit à l'information ; sur chaque problème, ils soumettent à la discussion et au jugement de tous les solutions possibles ; ils associent les usagers à la gestion des équipements publics ; ils font appel à la fois à l'esprit critique et au sens des responsabilités ; ils stimulent l'action des habitants pour obtenir les moyens de satisfaire leurs besoins.

Les municipalités communistes favorisent l'activité de multiples associations, syndicats, amicales, comités qui permettent aux citoyens d'apporter leur contribution à la gestion des affaires publiques.

Commissions, groupes de travail, comités de quartiers peuvent animer également cette participation.



La gestion d'une commune nous concerne toutes et tous, individuellement et collectivement.

Lorsque les réactionnaires, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils se présentent à vous, parlent de « participation », comment leur faire crédit ? Comment pourraient-ils associer la population à leur action communale puisqu'ils servent en fait les intérêts d'une minorité de privilégiés.

Nous, au contraire, nous pouvons véritablement associer les citoyens et les citoyennes à la gestion des communes parce que les solutions réalistes que nous venons de vous exposer sont conformes aux intérêts de l'immense majorité de la population. Elles répondent de notre sincérité.

Concluons ensemble, vous et nous, un contrat pour une gestion municipale sociale, moderne et démocratique !

Comment remplir ensemble les termes de ce contrat ? Nous vous appelons à participer avec nous, dans chaque commune, à l'élaboration du programme municipal que défendront ensuite nos candidats.

Mieux : nous vous convions à participer activement à sa réalisation.

C'est avec votre concours, c'est avec l'aide de la population que nos conseillers municipaux, prenant leurs responsabilités dans le cadre des pouvoirs qui sont les leurs, appliqueront le programme sur lequel vous les aurez élus.

Pour favoriser votre participation, nous proposerons à vos suffrages

des listes d'union pour une gestion municipale sociale, moderne et démocratique, qui comprendront des candidats communistes compétents et dynamiques, mais aussi des hommes et des femmes représentant les diverses couches sociales et animés de convictions démocratiques sincères.

Voilà ce que nous vous proposons.

En scellant avec nous ce contrat, en soutenant les candidats qui s'engageront à le réaliser, vous ne vous prononcerez pas seulement pour une gestion municipale qui répondra à vos intérêts.

Vous vous prononcerez en même temps pour l'union de l'immense majorité de la population, pour l'union des salariés des usines et des bureaux, des ingénieurs, des techniciens, des enseignants, des paysans, de tous ceux et de toutes celles qui vivent honnêtement de leur travail et de leurs talents. Tous ceux-là — et vous en êtes — souffrent aujourd'hui des méfaits qu'engendre la domination des grandes sociétés capitalistes sur la vie du pays. Comme eux et avec nous, vous voulez un changement profond de politique. Pour cela, il n'y a qu'un moyen : les forces ouvrières et démocratiques doivent cesser d'agir en ordre dispersé ; elles doivent unir leurs efforts.

C'est ce que veut le Parti Communiste Français.

En soutenant les listes que nous présenterons, vous donnerez de nouvelles chances à nos efforts unitaires.

Vous voulez et nous voulons une France nouvelle, une France où il fera meilleur vivre.

Nous la ferons ensemble !

l'Humanité

MAGAZINE DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Dimanche